

Écologie et production d'électricité renouvelable : attention à la désinformation !

Environnement, réchauffement climatique, pollution, etc. En vrac, l'écologie devient un des facteurs prépondérant dans les tribunes politiques. Quand l'économie s'en mêle, c'est la confusion. Réduire les émissions de CO2 est obsessionnel. Apparaissent les substituts à « recette » en matière d'énergie propre, entre autres l'éolien, le solaire. Ces nouveaux venus sont qualifiés de « renouvelables ». A plusieurs reprises les occasions n'ont pas manqué de développer le faible apport et le coût exorbitant de ces sources d'énergie comparées à ceux du nucléaire.

Pour preuve d'un choix politique hâtif : la fermeture des deux réacteurs de Fessenheim

Cet acte s'est avéré être un échec pour la France. La baisse de production d'électricité nucléaire qui n'a permis que 6 gCO2/kWh devait être compensée. Résultat : une baisse importante des exportations françaises (- 30%) et une forte augmentation des importations (+32%), principalement d'Allemagne. Faut-il rappeler que sa production d'électricité est constituée de 45 % de combustibles fossiles (gaz et charbon) qui émet 400 gCO2/kWh (soit 10 fois plus qu'en France). Aux yeux des décideurs politiques français, y compris des opposants écologiques, ceci compte pour du beurre !

Un impact économique incohérent qui frise l'absurdité

Sur le plan économique, sans parler des conséquences environnementales le manque à gagner net pour la France résultant de cette situation entraîne une perte d'un milliard d'euros de profit (à l'exportation) dont la moitié environ en faveur de l'Allemagne. C'est autant plus étrange et vide de bon sens qu'en France depuis 2020, la réduction des émissions de CO2 visait trois objectifs non compatibles. Diminution drastique des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) ; Développement accéléré des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire, par ailleurs intermittentes et destructives de la nature et de l'environnement ; Réduction progressive de la part du nucléaire. Le tout est couronné par un remarquable encouragement au développement de la voiture électrique. Les constructeurs se doivent d'applaudir !

Et pourtant, une majorité de français et de politiques ignorent que l'énergie électrique totale produite ne représente que 20% (17% pour le nucléaire) de l'énergie totale nécessaire au fonctionnement du pays. Les 80% restants proviennent du pétrole, du gaz et de produits carbonés. Ce sont ces sources d'énergie non protégées qui sont nécessaires pour assurer les transports, aérien, routier et ferroviaire, les grosses industries, la construction, les moyens de chauffage, le matériel agricole, etc. Les exemples ne manquent pas.

Une volonté politique non réfléchie par définition, mais aux lourdes conséquences

Le nucléaire est une source d'énergie durable et contrôlable. Cette énergie, la moins chère, la plus propre et la moins émettrice de CO2 (6g de CO2/kWh) est synonyme de stabilité dans sa production indispensable pour le développement industriel et économique. Le capital et la richesse de la France et de l'Europe sont amputés depuis les années 2000 par les choix

Énergétiques désastreux des gouvernements successifs et des Élus influencés par des Écologistes antinucléaires.